

PROCOLE SUR LES  
PRIVILEGES ET IMMUNITES  
DES COMMUNAUTES  
EUROPEENNES

BRUXELLES 8 AVRIL 1965



## 2. Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes

BRUXELLES, 8-4-1965

LOW 13-5-1966

HB : 8-7-1967

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article 28 du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, ces Communautés et la Banque européenne d'investissement jouissent sur le territoire des États membres des immunités et privilèges nécessaires à l'accomplissement de leur mission,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce traité:

## *CHAPITRE I*

### BIENS, FONDS, AVOIRS ET OPÉRATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

#### *Article 1*

Les locaux et les bâtiments des Communautés sont inviolables. Ils sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation. Les biens et avoirs des Communautés ne peuvent être l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou judiciaire sans une autorisation de la Cour de justice.

## *Article 2*

Les archives des Communautés sont inviolables.

## *Article 3*

Les Communautés, leurs avoirs, revenus et autres biens sont exonérés de tous impôts directs.

Les gouvernements des États membres prennent, chaque fois qu'il leur est possible, les dispositions appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits indirects et des taxes à la vente entrant dans les prix des biens immobiliers ou mobiliers lorsque les Communautés effectuent pour leur usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature. Toutefois, l'application de ces dispositions ne doit pas avoir pour effet de fausser la concurrence à l'intérieur des Communautés.

Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité générale.

## *Article 4*

Les Communautés sont exonérées de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard des articles destinés à leur usage officiel; les articles ainsi importés ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

Elles sont également exonérées de tout droit de douane et de toute prohibition et restriction d'importation et d'exportation à l'égard de leurs publications.

### *Article 5*

La Communauté européenne du charbon et de l'acier peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie.

## *CHAPITRE II*

### COMMUNICATIONS ET LAISSEZ-PASSER

#### *Article 6*

Pour leurs communications officielles et le transfert de tous leurs documents, les institutions des Communautés bénéficient sur le territoire de chaque État membre du traitement accordé par cet État aux missions diplomatiques.

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions des Communautés ne peuvent être censurées.

#### *Article 7*

1. Des laissez-passer dont la forme est arrêtée par le Conseil et qui sont reconnus comme titres valables de circulation par les autorités des États membres peuvent être délivrés aux membres et aux agents des institutions des Communautés par les présidents de celles-ci. Ces laissez-passer sont délivrés aux fonctionnaires et autres agents dans les conditions fixées par le statut des fonctionnaires et le régime des autres agents des Communautés.

La Commission peut conclure des accords en vue de faire reconnaître ces laissez-passer comme titres valables de circulation sur le territoire des États tiers.

2. Toutefois, les dispositions de l'article 6 du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté européenne du charbon et de l'acier demeurent applicables aux membres et agents des institutions qui sont, à l'entrée en vigueur du présent traité, en possession du laissez-passer prévu à cet article et ce jusqu'à l'application des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus.

### *CHAPITRE III*

## MEMBRES DU PARLEMENT EUROPÉEN

### *Article 8*

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres du Parlement européen se rendant au lieu de réunion du Parlement européen ou en revenant.

Les membres du Parlement européen se voient accorder en matière de douane et de contrôle des changes:

*a)* par leur propre gouvernement, les mêmes facilités que celles reconnues aux hauts fonctionnaires se rendant à l'étranger en mission officielle temporaire,

*b)* par les gouvernements des autres États membres, les mêmes facilités que celles reconnues aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

### *Article 9*

Les membres du Parlement européen ne peuvent être recherchés, détenus ou poursuivis en raison des opinions ou votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

### *Article 10*

Pendant la durée des sessions du Parlement européen, les membres de celui-ci bénéficient:

a) sur leur territoire national, des immunités reconnues aux membres du Parlement de leur pays,

b) sur le territoire de tout autre État membre, de l'exemption de toute mesure de détention et de toute poursuite judiciaire.

L'immunité les couvre également lorsqu'ils se rendent au lieu de réunion du Parlement européen ou en reviennent.

L'immunité ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit et ne peut non plus mettre obstacle au droit du Parlement européen de lever l'immunité d'un de ses membres.

## *CHAPITRE IV*

### REPRÉSENTANTS DES ÉTATS MEMBRES PARTICIPANT AUX TRAVAUX DES INSTITUTIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

### *Article 11*

Les représentants des États membres participant aux travaux des institutions des Communautés, ainsi que leurs conseillers et



experts techniques, jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges, immunités ou facilités d'usage.

Le présent article s'applique également aux membres des organes consultatifs des Communautés.

## CHAPITRE V

### FONCTIONNAIRES ET AGENTS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

#### *Article 12*

Sur le territoire de chacun des États membres et quelle que soit leur nationalité, les fonctionnaires et autres agents des Communautés

*a)* jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, sous réserve de l'application des dispositions des traités relatives d'une part aux règles de la responsabilité des fonctionnaires et agents envers les Communautés et d'autre part à la compétence de la Cour pour statuer sur les litiges entre les Communautés et leurs fonctionnaires et autres agents. Ils continueront à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions,

*b)* ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers,

*c)* jouissent, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, des facilités reconnues par l'usage aux fonctionnaires des organisations internationales,

d) jouissent du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé, et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit pays, de réexporter en franchise leur mobilier et leurs effets sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays où le droit est exercé,

e) jouissent du droit d'importer en franchise leur automobile affectée à leur usage personnel acquise dans le pays de leur dernière résidence ou dans le pays dont ils sont ressortissants aux conditions du marché intérieur de celui-ci, et de la réexporter en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays intéressé.

### *Article 13*

Dans les conditions et suivant la procédure fixée par le Conseil statuant sur proposition de la Commission, les fonctionnaires et autres agents des Communautés sont soumis au profit de celles-ci à un impôt sur les traitements, salaires et émoluments versés par elles.

Ils sont exempts d'impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments versés par les Communautés.

### *Article 14*

Pour l'application des impôts sur les revenus et sur la fortune des droits de succession, ainsi que des conventions tendant à éviter les doubles impositions conclues entre les pays membres des Communautés, les fonctionnaires et autres agents des Communautés qui, en raison uniquement de l'exercice de leurs fonctions au service des Communautés, établissent leur résidence sur le terri-

toire d'un pays membre autre que le pays du domicile fiscal qu'ils possèdent au moment de leur entrée au service des Communautés sont considérés, tant dans le pays de leur résidence que dans le pays du domicile fiscal, comme ayant conservé leur domicile dans ce dernier pays si celui-ci est membre des Communautés. Cette disposition s'applique également au conjoint dans la mesure où celui-ci n'exerce pas d'activité professionnelle propre, ainsi qu'aux enfants à charge et sous la garde des personnes visées au présent article.

Les biens meubles appartenant aux personnes visées à l'alinéa précédent et situés sur le territoire de l'État de séjour sont exonérés de l'impôt sur les successions dans cet État; pour l'établissement de cet impôt, ils sont considérés comme se trouvant dans l'État du domicile fiscal, sous réserve des droits des États tiers et de l'application éventuelle des dispositions des conventions internationales relatives aux doubles impositions.

Les domiciles acquis en raison uniquement de l'exercice de fonctions au service d'autres organisations internationales ne sont pas pris en considération dans l'application des dispositions du présent article.

#### *Article 15*

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, fixe le régime des prestations sociales applicables aux fonctionnaires et autres agents des Communautés.

#### *Article 16*

Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées, détermine les catégories de fonctionnaires et autres agents des Communautés auxquels s'appliquent, en tout ou partie, les dispositions des articles 12, 13, alinéa 2, et 14.

Chaque institution des Communautés est tenue de lever l'immunité accordée à un fonctionnaire ou autre agent dans tous les cas où elle estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire aux intérêts des Communautés.

#### *Article 19*

Pour l'application du présent protocole, les institutions des Communautés agissent de concert avec les autorités responsables des États membres intéressés.

#### *Article 20*

Les articles 12 à 15 inclus et 18 sont applicables aux membres de la Commission.

#### *Article 21*

Les articles 12 à 15 inclus et 18 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, au greffier et aux rapporteurs adjoints de la Cour de justice, sans préjudice des dispositions de l'article 3 des protocoles sur le statut de la Cour de justice relatives à l'immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.

#### *Article 22*

Le présent protocole s'applique également à la Banque européenne d'investissement, aux membres de ses organes, à son personnel et aux représentants des États membres qui participent à ses travaux, sans préjudice des dispositions du protocole sur les statuts de celle-ci.

La Banque européenne d'investissement sera, en outre, exonérée de toute imposition fiscale et parafiscale à l'occasion des augmentations de son capital ainsi que des formalités diverses que ces opérations pourront comporter dans l'État du siège. De même, sa disso-

Les noms, qualités et adresses des fonctionnaires et autres agents compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux gouvernements des États membres.

## CHAPITRE VI

### PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES MISSIONS D'ÉTATS TIERS ACCRÉDITÉES AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

#### *Article 17*

L'État membre sur le territoire duquel est situé le siège des Communautés accorde aux missions des États tiers accréditées auprès des Communautés les immunités et privilèges diplomatiques d'usage.

## CHAPITRE VII

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### *Article 18*

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux fonctionnaires et autres agents des Communautés exclusivement dans l'intérêt de ces dernières.

lution et sa liquidation n'entraîneront aucune perception. Enfin, l'activité de la Banque et de ses organes, s'exerçant dans les conditions statutaires, ne donnera pas lieu à l'application des taxes sur le chiffre d'affaires.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent protocole.

Fait à Bruxelles, le huit avril mil neuf cent soixante-cinq.

Paul-Henri SPAAK  
Kurt SCHMÜCKER  
Maurice COUVE DE MURVILLE  
Amintore FANFANI  
Pierre WERNER  
J. M. A. H. LUNS

- 1° pour les personnes en service au Rwanda :
- a) pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1966 au 6 avril 1966 : 210 p.c. ;
- b) pour la période prenant cours le 7 avril 1966 : 185 p.c. ;
- 2° pour les personnes en service au Congo : 147 p.c. ;
- 3° pour les personnes en service au Burundi : 190 p.c.

2. En ce qui concerne les personnes en service au Rwanda et au Burundi, la part des allocations de coopération qui dépasse 155 p.c. des taux de référence, et la part des compléments familiaux qui dépasse 155 p.c. des taux de base sont payées en monnaie locale, dans le pays assisté.

3. L'arrêté ministériel du 23 décembre 1965 portant mesures d'exécution de l'arrêté royal du 16 août 1963 fixant un règlement en vue de l'octroi d'avantages aux techniciens et experts agréés au titre de la coopération technique — coefficient d'adaptation et modalités de liquidation — est abrogé.

4. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1966, à l'exception des dispositions du littéral b du 1° de l'article 1<sup>er</sup> qui produit ses effets à dater du 7 avril 1966.

- 1° voor de personen in dienst in Rwanda :
- a) voor de periode van 1 januari 1966 tot en met 6 april 1966 : 210 pct. ;
- b) voor de periode beginnende op 7 april 1966 : 185 pct. ;
- 2° voor de personen in dienst in Kongo : 147 pct. ;
- 3° voor de personen in dienst in Burundi : 190 pct.

2. Wat de personen betreft in dienst in Rwanda en in Burundi, wordt het deel van de samenwerkingspremie dat de 155 pct. van de referentievoet en het deel van de familietoelagen dat de 155 pct. van de basisvoet overtreft, in plaatselijke munt uitgekeerd in het bijgestane land.

3. Is afgeschaft : het ministerieel besluit van 23 december 1965 houdende uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van 16 augustus 1963 tot vaststelling van een kaderreglement met het oog op de toekenning van voordelen aan de binnen het raam der Technische Samenwerking erkende technici en deskundigen — aanpassingscoëfficiënt en vereffeningsmodaliteiten.

4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1966, met uitzondering van de bepalingen van lid b van 1° van artikel 1 dat in werking treedt van 7 april 1966 af.

4 — 13 MAI 1966. — Loi portant approbation du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, signés à Bruxelles le 8 avril 1965 (Mon. 8-7-1967 ; err. Mon. 13-12-1967).

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Le Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et le Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, signés à Bruxelles, le 8 avril 1965, sortiront leur plein et entier effet.

4 — L. 13-5-1966.

Session 1965-1966.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Doc. parl. — Projet de loi, exposé des motifs et texte des actes internationaux, n° 62-1. Rapport, n° 62-2.

An. parl. — Dépôt du projet de loi. Séance du 14-12-1965. — Dépôt du rapport. Séance du 18-1-1966. — Discussion. Séance du 26-1-1966. — Vote. Séance du 27-1-1966.

SENAT.

Doc. parl. — Rapport, n° 126.

An. parl. — Projet transmis par la Chambre des représentants. Séance du 1-2-1966. — Discussion, vote. Séance du 5-4-1966.

4 — 13 MEI 1966. — Wet houdende goedkeuring van het Verdrag tot instelling van een Raad en een Commissie welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben en van het Protocol betreffende de voorrechten en immunititeiten van de Europese Gemeenschappen, ondertekend te Brussel op 8 april 1965 (Stbl. 8-7-1967 ; err. Mon. 13-12-1967).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Het Verdrag tot instelling van een Raad en een Commissie welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben en het Protocol betreffende de voorrechten en immunititeiten van de Europese Gemeenschappen, ondertekend te Brussel op 8 april 1965, zullen volkomen uitwerking hebben.

4 — W. 13-5-1966.

Zitting 1965-1966.

KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parl. besch. — Wetsontwerp, memorie van toelichting en tekst van de internationale akten, nr. 62-1. — Verslag, nr. 62-2.

Parl. Hand. — Neerlegging van het wetsontwerp. Vergadering van 14-12-1965. — Neerlegging van het verslag. Vergadering van 18-1-1966. — Bespreking. Vergadering van 26-1-1966. — Stemming. Vergadering van 27-1-1966.

SENAAT.

Parl. besch. — Verslag, nr. 126.

Parl. Hand. — Ontwerp overgemaakt door de Kamer van volksvertegenwoordigers. Vergadering van 1-2-1966. — Bespreking, stemming. Vergadering van 5-4-1966.

**Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes**

Sa Majesté le Roi des Belges,  
Le Président de la République fédérale d'Allemagne,  
Le Président de la République française,  
Le Président de la République italienne,  
Son Altesse royale le Grand-Duc de Luxembourg,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Vu l'article 96 du Traité instituant la Communauté du charbon et de l'acier ;

Vu l'article 236 du Traité instituant la Communauté économique européenne ;

Vu l'article 204 du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ;

Résolus à progresser dans la voie de l'unité européenne ;

Décidés à procéder à l'unification des trois Communautés, conscients de la contribution que constitue pour cette unification la création d'institutions communautaires uniques ;

Ont décidé de créer un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. Paul-Henri Spaak, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Étrangères ;

Le Président de la République fédérale d'Allemagne,

M. Kurt Schmuecker, Ministre des Affaires économiques ;

Le Président de la République française,

M. Maurice Couve de Murville, Ministre des Affaires Étrangères ;

Le Président de la République italienne,

M. Amintore Fanfani, Ministre des Affaires Étrangères ;

Son Altesse royale le Grand-Duc de Luxembourg,

M. Pierre Werner, Président du Gouvernement et Ministre des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

M. J.M.A.H. Luns, Ministre des Affaires étrangères ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>**

*Le Conseil des Communautés européennes*

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est institué un Conseil des Communautés européennes, ci-après dénommé le Conseil. Ce Conseil se substitue au Conseil spécial de Ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au Conseil de la Communauté économique européenne et au Conseil de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Il exerce les pouvoirs et les compétences dévolus à ces institutions dans les conditions prévues aux Traités instituant respectivement la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi qu'au présent Traité.

**Verdrag tot instelling van een Raad en een Commissie welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben**

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,  
De President van de Bondsrepubliek Duitsland,  
De President van de Franse Republiek,  
De President van de Italiaanse Republiek,  
Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg,

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

Gelet op artikel 96 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal,

Gelet op artikel 236 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op artikel 204 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie,

Vastbesloten, voort te gaan op de weg naar de Europese eenheid ;

Besloten hebbende, de drie Gemeenschappen één te maken, Zich ervan bewust, dat het in het leven roepen van gemeenschappelijke instellingen voor de Gemeenschappen een bijdrage vormt tot deze eenmaking,

Hebben besloten één Raad en één Commissie welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben, in het leven te roepen en hebben te dien einde als hun gevolmachtigden aangewezen :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

De heer Paul-Henri Spaak, Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken ;

De President van de Bondsrepubliek Duitsland,

De heer Kurt Schmuecker, Minister van Economische Zaken ;

De President van de Franse Republiek,

De heer Maurice Couve de Murville, Minister van Buitenlandse Zaken ;

De President van de Italiaanse Republiek,

De heer Amintore Fanfani, Minister van Buitenlandse Zaken ;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg,

De heer Pierre Werner, Voorzitter van de Regering en Minister van Buitenlandse Zaken ;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

De heer J.M.A.H. Luns, Minister van Buitenlandse Zaken ;

die, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten, omtrent de volgende bepalingen overeenstemming hebben bereikt :

**HOOFDSTUK I**

*De Raad van de Europese Gemeenschappen*

**Artikel 1**

Er wordt een Raad van de Europese Gemeenschappen ingesteld, hierna genoemd de Raad. Deze Raad treedt in plaats van de Bijzondere Raad van Ministers van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, de Raad van de Europese Economische Gemeenschap en de Raad van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

Hij oefent de aan deze instellingen verleende algemene en bijzondere bevoegdheden uit overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen tot oprichting onderscheidenlijk van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, alsmede van dit Verdrag.



## Article 2

Le Conseil est formé par les représentants des Etats membres. Chaque Gouvernement y délègue un de ses membres.

[La présidence est exercée à tour de rôle par chaque membre du Conseil pour une durée de six mois selon l'ordre suivant des Etats membres Belgique, Danemark, Allemagne, Grèce, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni.]

## Article 3

Le Conseil se réunit sur convocation de son président à l'initiative de celui-ci, d'une de ses membres ou de la Commission.

## Article 4

Un Comité composé des Représentants Permanents des Etats membres a pour tâche de préparer les travaux du Conseil et d'exécuter les mandats qui lui sont confiés par celui-ci.

## Article 5

Le Conseil arrête son règlement intérieur.

## Article 6

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de Justice. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.

## Article 7

Les articles 27, 28, alinéa 1<sup>er</sup>, 29 et 30 du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 146, 147, 151 et 154 du Traité instituant la Communauté économique européenne, 116, 117, 121 et 123 du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, sont abrogés.

## Article 8

1. Les conditions dans lesquelles sont exercées les compétences conférées au Conseil spécial de Ministres par le Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et par le Protocole sur le statut de la Cour de Justice y annexé sont modifiées conformément aux §§ 2 et 3.

2 et 3. ...

## CHAPITRE II

## La Commission des Communautés européennes

## Article 9

Il est institué une Commission des Communautés européennes ci-après dénommée la Commission. Cette Commission se substitue

- 4 — L. 13-5-1966, Traité,  
art. 2, al. 2 : mod. Acte 22-1-1972, art. 11/L. 11-12-1972; rempl.  
Acte 28-5-1979, art. 11/L. 28-3-1980.  
art. 8, 2 : modifiait Traité C.E.C.A. 18-4-1951, art. 28/L. 25-6-  
1952; abrg. impl. Acte 22-1-1972, art. 12/L. 11-12-1972.  
3 : disposition modificative.

## Artikel 2

1 De Raad bestaat uit vertegenwoordigers van de Lid-Staten. Iedere regering vaardigt één van haar leden af.

2 [Het voorzitterschap wordt door de leden van de Raad bij toerbeurt uitgeoefend voor de tijd van zes maanden, in onderstaande volgorde der Lid-Staten : België, Denemarken, Duitsland, Griekenland, Frankrijk, Ierland, Italië, Luxemburg, Nederland, Verenigd Koninkrijk.]

## Artikel 3

De Raad wordt door zijn voorzitter, op diens initiatief, op initiatief van één van zijn leden of van de Commissie, in vergadering bijeengeroepen.

## Artikel 4

Een Comité, bestaande uit de Permanente Vertegenwoordigers van de Lid-Staten, heeft tot taak de werkzaamheden van de Raad voor te bereiden en de hem door de Raad verstrekte opdrachten uit te voeren.

## Artikel 5

De Raad stelt zijn reglement van orde vast.

## Artikel 6

De Raad stelt met gekwalificeerde meerderheid van stemmen de wedden, vergoedingen en pensioenen vast van de voorzitter en de leden van de Commissie, van de president, de rechters en de griffier van, alsmede van de advocaten-generaal bij het Hof van Justitie. De Raad stelt, met dezelfde meerderheid, eveneens alle vergoedingen vast welke als beloning kunnen gelden.

## Artikel 7

De artikelen 27, 28, eerste alinea, 29 en 30 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, 146, 147, 151 en 154 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, 116, 117, 121 en 123 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, vervallen.

## Artikel 8

1. De voorwaarden waaronder de bevoegdheden worden uitgeoefend welke het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en het daaraan gehechte Protocol betreffende het Statuut van het Hof van Justitie aan de Bijzondere Raad van Ministers toekennen, worden gewijzigd overeenkomstig de leden 2 en 3.

2 en 3. ...

## HOOFDSTUK II

## De Commissie van de Europese Gemeenschappen

## Artikel 9

1 Er wordt een Commissie van de Europese Gemeenschappen ingesteld, hierna genoemd de Commissie. Deze Commissie treedt

- 4 — W. 13-5-1966, Verdrag,  
art. 2, al. 2 : gewz. Akte 22-1-1972, art. 11/W. 11-12-1972; verv.  
Akte 28-5-1979, art. 11/W. 28-3-1980.  
art. 8, 2 : wijzigde Verdrag E.G.K.S. 18-4-1951, art. 28/W. 25-6-  
1952; impl. oph. Akte 22-1-1972, art. 12/W. 11-12-1972.  
3 : wijzigende bepaling.

à la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi qu'à la Commission de la Communauté économique européenne et à la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Elle exerce les pouvoirs et les compétences dévolus à ces institutions dans les conditions prévues aux Traités instituant respectivement la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi qu'au présent Traité.

## Article 10

1. [La Commission est composée de quatorze membres choisis en raison de leur compétence générale et offrant toutes garanties d'indépendance.]

Le nombre des membres de la Commission peut être modifié par le Conseil statuant à l'unanimité.

Seuls les nationaux des Etats membres peuvent être membres de la Commission.

La Commission doit comprendre au moins un national de chacun des Etats membres, sans que le nombre des membres ayant la nationalité d'un même Etat soit supérieur à deux.

2. Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général des Communautés.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun Gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque Etat membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche.

Les membres de la Commission ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages. En cas de violation de ces obligations, la Cour de Justice, saisie par le Conseil ou par la Commission, peut, selon le cas, prononcer la démission d'office dans les conditions de l'article 13 ou la déchéance du droit à pension de l'intéressé ou d'autres avantages en tenant lieu.

## Article 11

Les membres de la Commission sont nommés d'un commun accord par les Gouvernements des Etats membres.

Leur mandat a une durée de quatre ans. Il est renouvelable.

## Article 12

En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membres de la Commission prennent fin individuellement par démission volontaire ou d'office.

L'intéressé est remplacé pour la durée du mandat restant à couvrir. Le Conseil, statuant à l'unanimité, peut décider qu'il n'y a pas lieu à remplacement.

Sauf en cas de démission d'office prévue à l'article 13, les membres de la Commission restent en fonction jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

4 — L. 13-5-1966, Traité, art. 10, 1, al. 1<sup>er</sup>; mod. Acte 22-1-1972, art. 15/L. 11-12-1972; rempl. Acte 28-5-1979, art. 15/L. 28-3-1980.

in de plaats van de Hoge Autoriteit van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, de Commissie van de Europese Economische Gemeenschap en de Commissie van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

2. Zij oefent de aan deze instellingen verleende algemene en bijzondere bevoegdheden uit overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen tot oprichting onderscheidenlijk van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, alsmede van dit Verdrag.

## Artikel 10

1. [De Commissie bestaat uit veertien leden, die op grond van hun algemene bekwaamheid worden gekozen en die alle waarborgen voor onafhankelijkheid bieden.]

2. Het aantal leden van de Commissie kan door de Raad met eenparigheid van stemmen worden gewijzigd.

3. Alleen zij die de nationaliteit van een van de Lid-Staten bezitten, kunnen lid van de Commissie zijn.

4. In de Commissie moet ten minste één onderdaan van elke Lid-Staat zitting hebben, zonder dat het aantal leden van dezelfde nationaliteit meer dan twee mag bedragen.

2. De leden van de Commissie oefenen hun ambt volkomen onafhankelijk uit in het algemeen belang van de Gemeenschappen.

2. Bij de vervulling van hun plichten vragen noch aanvaarden zij instructies van enige regering of enig lichaam. Zij onthouden zich van iedere handeling welke onverenigbaar is met het karakter van hun ambt. Iedere Lid-Staat verbindt zich, dit karakter te eerbiedigen en niet te trachten de leden van de Commissie te beïnvloeden bij de uitvoering van hun taak.

3. De leden van de Commissie mogen gedurende hun ambtsperiode geen andere beroepswerkzaamheden, al dan niet tegen beloning, verrichten. Bij hun ambtsaanvaarding verbinden zij zich plechtig om gedurende hun ambtsperiode en na afloop daarvan de uit hun taak voortvloeiende verplichtingen na te komen, in het bijzonder eerlijkheid en kiesheid te betrachten in het aanvaarden van bepaalde functies of voordelen na afloop van die ambtsperiode. Ingeval deze verplichtingen niet worden nagekomen kan de Raad of de Commissie zich wenden tot het Hof van Justitie, dat, al naar het geval, ontslag ambtshalve volgens artikel 13 of verval van het recht op pensioen of van andere, daarvoor in de plaats tredende voordelen kan uitspreken.

## Artikel 11

1. De leden van de Commissie worden in onderlinge overeenstemming door de regeringen der Lid-Staten benoemd.

2. Hun mandaat duurt vier jaar. Zij zijn herbenoembaar.

## Artikel 12

1. Behalve door periodieke vervanging of door overlijden eindigt de ambtsvervulling van een lid van de Commissie door vrijwillig ontslag of ontslag ambtshalve.

2. De betrokkene wordt vervangen voor de verdere duur van het mandaat. De Raad kan met eenparigheid van stemmen vaststellen dat er geen reden voor vervanging is.

3. Behoudens in geval van ontslag ambtshalve als bepaald in artikel 13, blijven de leden van de Commissie in functie totdat in hun vervanging is voorzien.

4 — W. 13-5-1966, Verdrag, art. 10, 1, al. 1; gewzgd Akte 22-1-1972, art. 15/W. 11-12-1972; verv. Akte 28-5-1979, art. 15/W. 28-3-1980.

## Article 13

Tout membre de la Commission, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave, peut être déclaré démissionnaire par la Cour de Justice, à la requête du Conseil ou de la Commission.

## Article 14

[Le président et les cinq vice-présidents de la Commission sont désignés parmi les membres de celle-ci pour deux ans, selon la même procédure que celle prévue pour la nomination des membres de la Commission. Leur mandat peut être renouvelé.]

Sauf dans le cas d'un renouvellement général, la nomination est faite après consultation de la Commission.

En cas de démission ou de décès, le président et les vice-présidents sont remplacés pour la durée du mandat restant à courir, dans les conditions fixées ci-dessus.

## Article 15

Le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur collaboration.

## Article 16

La Commission fixe son règlement intérieur en vue d'assurer son fonctionnement et celui de ses services dans les conditions prévues par les Traités instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que par le présent Traité. Elle assure la publication de ce règlement.

## Article 17

Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité du nombre des membres prévu à l'article 10.

La Commission ne peut siéger valablement que si le nombre de membres fixé dans son règlement intérieur est présent.

## Article 18

La Commission publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session de l'Assemblée, un rapport général sur l'activité des Communautés.

## Article 19

Sont abrogés les articles 156 à 163 du Traité instituant la Communauté économique européenne, les articles 125 à 133 du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et les articles 9 à 13, alinéa 3, 17 et 18, alinéa 6, du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

## CHAPITRE III

## Dispositions financières

## Article 20

[1. Les dépenses administratives de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et les recettes y afférentes, les recettes

4 — L. 13-5-1966, Traité,  
art. 14, al. 1<sup>er</sup> : Acte 22-1-1972, art. 16/L. 11-12-1972.  
art. 20, 1 : Traité 22-4-1970, art. 10/L. 23-12-1970.

## Artikel 13

Op verzoek van de Raad of van de Commissie kan elk lid van de Commissie dat niet meer aan de eisen voor de uitoefening van zijn ambt voldoet of op ernstige wijze is tekort geschoten, door het Hof van Justitie van zijn ambt ontheven worden verklaard.

## Artikel 14

[De Voorzitter en de vijf Vice-Voorzitters van de Commissie worden voor twee jaar aangewezen uit haar leden op dezelfde wijze als bepaald voor de benoeming van de leden van de Commissie. Zij zijn herbenoembaar.]

Behalve in geval van een algehele vernieuwing, geschiedt de aanwijzing na raadpleging van de Commissie.

In geval van ontslag of overlijden worden de voorzitter en de vice-voorzitters voor de verdere duur van hun mandaat vervangen overeenkomstig bovenstaande bepalingen.

## Artikel 15

De Raad en de Commissie raadplegen elkaar en bepalen in onderlinge overeenstemming de wijze waarop zij samenwerken.

## Artikel 16

De Commissie stelt haar reglement van orde vast, ten einde te verzekeren dat zij en haar diensten overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, alsmede van dit Verdrag, werkzaam zullen zijn. Zij zorgt voor de bekendmaking van dat reglement.

## Artikel 17

De besluiten van de Commissie worden genomen bij meerderheid van stemmen van het in artikel 10 bepaalde aantal leden.

De Commissie kan slechts geldig zitting houden, indien het in haar reglement van orde bepaalde aantal leden aanwezig is.

## Artikel 18

Jaarlijks, ten minste een maand vóór de opening van de zitting van de Vergadering, publiceert de Commissie een algemeen verslag over de werkzaamheden van de Gemeenschappen.

## Artikel 19

De artikelen 156 tot en met 163 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, de artikelen 125 tot en met 133 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en de artikelen 9 tot en met 13, 16, derde alinea, 17 en 18, zesde alinea, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, vervallen.

## HOOFDSTUK III

## Financiële bepalingen

## Artikel 20

[1. De administratieve uitgaven van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de daarop betrekking hebbende ontvang-

4 — W. 13-5-1966, Verdrag,  
art. 14, al. 1 : Akte 22-1-1972, art. 16/W. 11-12-1972.  
art. 20, 1 : Verdrag 22-4-1970, art. 10/W. 23-12-1970.

et les dépenses de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, à l'exception de celles de l'Agence d'approvisionnement et des entreprises communes, sont inscrites au budget des Communautés Européennes, dans les conditions respectivement prévues aux Traités instituant ces trois Communautés. Ce budget, qui doit être équilibré en recettes et en dépenses, se substitue au budget administratif de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, au budget de la Communauté Economique Européenne ainsi qu'au budget de fonctionnement et au budget de recherches et d'investissement de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.]

2. La part de ces dépenses couverte par les prélèvements prévus à l'article 49 du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier est fixée au chiffre de 18 millions d'unités de compte.

A partir de l'exercice budgétaire commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1967, la Commission présente chaque année au Conseil un rapport sur la base duquel le Conseil examine s'il y a lieu d'adapter ce chiffre à l'évolution du budget des Communautés. Le Conseil statue à la majorité prévue à l'article 28, alinéa 4, première phrase, du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Cette adaptation se fait sur la base d'une appréciation de l'évolution des dépenses résultant de l'application du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

3. La part des prélèvements consacrée à la couverture des dépenses du budget des Communautés est affectée par la Commission à l'exécution de ce budget selon le rythme déterminé par les règlements financiers arrêtés en vertu des articles 209, alinéa b, du Traité instituant la Communauté économique européenne, et 183, alinéa b, du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique pour la mise à disposition par les Etats membres de leurs contributions.

## Article 21 ...

## [Article 22

1. Les pouvoirs et compétences attribués à la Cour des comptes instituée par l'article 78sexto du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, par l'article 206 du traité instituant la Communauté économique européenne et par l'article 180 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique sont exercés, dans les conditions respectivement prévues dans ces traités, par une Cour des comptes unique des Communautés européennes, constituée comme il est prévu auxdits articles.

2. Sans préjudice des pouvoirs et compétences mentionnés au paragraphe 1, la Cour des comptes des Communautés européennes exerce les pouvoirs et compétences attribués, antérieurement à l'entrée en vigueur du présent traité, à la commission de contrôle des Communautés européennes et au commissaire aux comptes de la Communauté européenne du charbon et de l'acier dans les conditions prévues par les différents textes faisant référence à la commission de contrôle et au commissaire aux comptes. Dans tous ces textes, les mots « commission de contrôle » et « commissaire aux comptes » sont remplacés par les mots « Cour des comptes ».]

4 — L. 13-5-1966, Traité,  
art. 21 : disposition modificative.  
art. 22 : Traité 22-7-1975, art. 27/L. 16-2-1977.

sten, de ontvangsten en uitgaven van de Europese Economische Gemeenschap, alsmede de ontvangsten en uitgaven van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, met uitzondering van die van het Voorzieningsagentschap en van de gemeenschappelijke ondernemingen, worden opgevoerd op de begroting van de Europese Gemeenschappen volgens de onderscheiden bepalingen van de Verdragen tot oprichting van deze drie Gemeenschappen. Deze begroting, waarop de ontvangsten en de uitgaven met elkaar in evenwicht moeten zijn, treedt in de plaats van de administratieve begroting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de begroting van de Europese Economische Gemeenschap, alsmede van de huishoudelijke begroting en de begroting van onderzoek en investeringen van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.]

1 2. Het gedeelte van deze uitgaven, dat wordt gedekt door de in artikel 49 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal bedoelde heffingen, wordt vastgesteld op 18 miljoen rekeneenheden.

2 Met ingang van het begrotingsjaar dat aanvangt op 1 januari 1967, legt de Commissie elk jaar aan de Raad een verslag voor, op grond waarvan de Raad onderzoekt of er aanleiding bestaat dit bedrag aan te passen aan de ontwikkeling van de begroting der Gemeenschappen. De Raad beslist met de meerderheid bedoeld in artikel 28, vierde alinea, eerste zin, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal. Deze aanpassing vindt plaats op de grondslag van een beoordeling van de ontwikkeling van de uitgaven die voortvloeien uit de toepassing van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal.

3. Het gedeelte van de heffingen, dat dient ter dekking van de uitgaven van de begroting der Gemeenschappen, wordt door de Commissie ter beschikking gesteld voor de tenuitvoerlegging van deze begroting volgens het tijdschema dat voor de terbeschikkingstelling door de Lid-Staten van hun bijdragen is opgenomen in de financiële reglementen, vastgesteld krachtens artikel 209, sub b, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en artikel 183, sub b, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

## Artikel 21 ...

## [Artikel 22

1. De algemene en bijzondere bevoegdheden, toegekend aan de Rekenkamer die is ingesteld bij artikel 78sexies van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, bij artikel 206 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en bij artikel 180 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, worden overeenkomstig de onderscheiden bepalingen van deze Verdragen, uitgeoefend door één Rekenkamer van de Europese Gemeenschappen die is samengesteld zoals in deze artikelen is bepaald.

2. Onverminderd de in lid 1 genoemde algemene en bijzondere bevoegdheden, oefent de rekenkamer van de Europese Gemeenschappen de algemene en bijzondere bevoegdheden uit die vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag waren toegekend aan de Controlecommissie van de Europese Gemeenschappen en aan de Financiële Commissaris van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, en dit onder de voorwaarden als bepaald in de onderscheiden teksten waarin wordt verwezen naar de Controlecommissie en de Financiële Commissaris. In al deze teksten worden de woorden « Controlecommissie » en « Financiële Commissaris » vervangen door het woord « Rekenkamer ».]

4 — W. 13-5-1966, Verdrag,  
art. 21 : wijzigende bepaling.  
art. 22 : Verdrag 22-7-1975, art. 27/W. 16-2-1977.

## Article 23

L'article 6 de la Convention relative à certaines institutions communes aux Communautés européennes est abrogé.

## CHAPITRE IV

## Les fonctionnaires et autres agents des Communautés européennes

## Article 24

1. Les fonctionnaires et autres agents de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique deviennent, à la date de l'entrée en vigueur du présent Traité, fonctionnaires et autres agents des Communautés européennes et font partie de l'administration unique de ces Communautés.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, arrête, sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées, le statut des fonctionnaires des Communautés européennes et le régime applicable aux autres agents de ces Communautés.

2. Le § 7, alinéa 3, de la Convention relative aux dispositions transitoires annexées au Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, l'article 212 du Traité instituant la Communauté économique européenne et l'article 186 du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique sont abrogés.

## Article 25

Jusqu'à l'entrée en vigueur du statut et du régime uniques prévus à l'article 24 ainsi que la réglementation à prendre en application de l'article 13 du Protocole annexé au présent Traité, les fonctionnaires et autres agents recrutés avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité demeurent régis par les dispositions qui leur étaient jusqu'alors applicables.

Les fonctionnaires et autres agents recrutés à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité sont, dans l'attente du statut et du régime uniques prévus à l'article 24 ainsi que de la réglementation à prendre en application de l'article 13 du Protocole annexé au présent Traité, régis par les dispositions applicables aux fonctionnaires et agents de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

## Article 26 ...

## CHAPITRE V

## Dispositions générales et finales

## Article 27 ...

## Article 28

Les Communautés européennes jouissent sur le territoire des Etats membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accom-

4 — L. 13-5-1966, Traité,  
art. 26 et 27 : dispositions modificatives.

## Artikel 23

Artikel 6 van de Overeenkomst met betrekking tot bepaalde instellingen welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben, vervalt.

## HOOFDSTUK IV

## Ambtenaren en andere personeelsleden van de Europese Gemeenschappen

## Artikel 24

1. Op het tijdstip van inwerkingtreding van dit Verdrag worden de ambtenaren en andere personeelsleden van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie ambtenaren en andere personeelsleden van de Europese Gemeenschappen en maken zij deel uit van één administratie welke deze Gemeenschappen gemeen hebben.

2. De Raad stelt met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, op voorstel van de Commissie en na raadpleging van de andere betrokken instellingen, het statuut vast van de ambtenaren van de Europese Gemeenschappen, alsmede de regeling welke van toepassing is op de andere personeelsleden van deze Gemeenschappen.

2. De derde alinea van paragraaf 7 van de Overeenkomst met betrekking tot de overgangsbepalingen, welke is gehecht aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, artikel 212 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en artikel 186 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, vervallen.

## Artikel 25

1. Tot de inwerkingtreding van het eenvormige statuut en de eenvormige regeling, als bedoeld in artikel 24, alsmede van de krachtens artikel 13 van het aan dit Verdrag gehechte Protocol te treffen regeling, gelden voor de ambtenaren en andere personeelsleden die voor het tijdstip van inwerkingtreding van dit Verdrag in dienst zijn getreden, de bepalingen die tot op dat tijdstip op hen van toepassing waren.

2. In afwachting van het eenvormige statuut en de eenvormige regeling, als bedoeld in artikel 24, alsmede van de krachtens artikel 13 van het aan dit Verdrag gehechte Protocol te treffen regeling gelden voor de ambtenaren en andere personeelsleden die na het tijdstip van inwerkingtreding van dit Verdrag in dienst zijn getreden, de bepalingen welke van toepassing zijn op de ambtenaren en andere personeelsleden van de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

## Artikel 26 ...

## HOOFDSTUK V

## Algemene en slothbepalingen

## Artikel 27 ...

## Artikel 28

1. De Europese Gemeenschappen genieten, overeenkomstig de bepalingen van het aan dit Verdrag gehechte Protocol, op het

4 — W. 13-5-1966, Verdrag,  
art. 26 en 27 : wijzigende bepalingen.

plissement de leur mission dans les conditions définies au Protocole annexé au présent Traité. Il en est de même de la Banque européenne d'investissement.

Sont abrogés les articles 76 du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 218 du Traité instituant la Communauté économique européenne et 191 du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que les protocoles sur les privilèges et immunités annexés à ces trois Traités, les articles 3, alinéa 4 et 14, alinéa 2 du Protocole sur le statut de la Cour de Justice annexé au Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et l'article 28, § 1, alinéa 2 du Protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement annexé au Traité instituant la Communauté économique européenne.

#### Article 29

Les compétences conférées au Conseil par les articles 5, 6, 10, 12, 13, 24, 34 et 35 du présent Traité et par ceux du Protocole y annexé sont exercées selon les règles fixées par les articles 148, 149 et 150 du Traité instituant la Communauté économique européenne et 118, 119 et 120 du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

#### Article 30

Les dispositions des Traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique relatives à la compétence de la Cour de Justice et à l'exercice de cette compétence sont applicables aux dispositions du présent Traité et du Protocole y annexé, à l'exception de celles qui revêtent la forme des modifications d'articles du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, pour lesquelles demeurent applicables les dispositions du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

#### Article 31

Le Conseil entre en fonctions à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent Traité.

A cette date, la présidence du Conseil est exercée par le membre du Conseil qui, en conformité avec les règles fixées par les Traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, devrait assumer la présidence au Conseil de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, et pour la durée de son mandat restant à courir. A l'expiration de ce mandat, la présidence est assurée à la suite dans l'ordre des Etats membres fixé par l'article 2 du présent Traité.

grondgebied van de Lid-Staten de voorrechten en immunititeiten welke nodig zijn ter vervulling van hun taak. Dit zelfde geldt voor de Europese Investeringsbank.

2 De artikelen 76 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, 218 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en 191 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, alsmede de aan deze drie Verdragen gehechte Protocollen betreffende de voorrechten en immunititeiten, de artikelen 3, vierde alinea, en 14, tweede alinea, van het Protocol betreffende het Statuut van het Hof van Justitie, gehecht aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en artikel 28, lid 1, tweede alinea, van het Protocol betreffende de Statuten van de Europese Investeringsbank, gehecht aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, vervallen.

#### Artikel 29

De door de artikelen 5, 6, 10, 12, 13, 24, 34 en 35 van dit Verdrag en de door de bepalingen van het daaraan gehechte Protocol aan de Raad toegekende bevoegdheden worden uitgeoefend volgens de regels vastgesteld bij de artikelen 149, 149 en 150 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en bij de artikelen 118, 119 en 120 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

#### Artikel 30

De bepalingen van de Verdragen tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie inzake de bevoegdheid van het Hof van Justitie en inzake de uitoefening van deze bevoegdheid, zijn van toepassing op de bepalingen van dit Verdrag en het aangehechte Protocol, doch niet op de bepalingen die wijziging brengen in de artikelen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, waarvoor de bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal van toepassing blijven.

#### Artikel 31

1 De Raad treedt in functie op het tijdstip van inwerkingtreding van dit Verdrag.

2 Op dat tijdstip wordt het voorzitterschap van de Raad uitgeoefend door het lid van de Raad dat, overeenkomstig de regels vastgesteld door de Verdragen tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, het voorzitterschap van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie op zich zou moeten nemen, en wel voor de verdere duur van zijn mandaat. Na afloop van dit mandaat wordt het voorzitterschap uitgeoefend overeenkomstig de verdere volgorde van de Lid-Staten, vastgesteld in artikel 2 van dit Verdrag.

## Article 32

1. Jusqu'à la date d'entrée en vigueur du Traité instituant une Communauté européenne unique et au plus pendant une durée de trois années à compter de la nomination de ses membres, la Commission est composée de quatorze membres.

Pendant cette période, le nombre des membres ayant la nationalité d'un même Etat ne peut être supérieur à trois.

2. Le président, les vice-présidents et les membres de la Commission sont nommés dès l'entrée en vigueur du présent Traité. La Commission entre en fonctions le cinquième jour après la nomination de ses membres. Simultanément, le mandat des membres de la Haute Autorité et des Commissions de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique prend fin.

## Article 33

Le mandat des membres de la Commission prévue à l'article 32 prend fin à la date déterminée par l'article 32, § 1. Les membres de la Commission prévue à l'article 10 sont nommés au plus tard un mois avant cette date.

Dans la mesure où l'ensemble de ces nominations, ou certaines d'entre elles, n'interviendraient pas en temps voulu, les dispositions de l'article 12, alinéa 3, ne sont pas applicables à celui des membres qui, parmi les ressortissants de chaque Etat, a la plus faible ancienneté dans les fonctions de membre d'une Commission ou de la Haute Autorité et, en cas d'ancienneté égale, à l'âge le moins élevé. Toutefois, les dispositions de l'article 12, alinéa 3, demeurent applicables à tous les membres de la même nationalité, lorsque, avant la date déterminée par l'article 32, § 1, un membre de cette nationalité a cessé d'exercer ses fonctions sans être remplacé.

## Article 34

Le Conseil, statuant à l'unanimité, fixe le régime pécuniaire des anciens membres de la Haute Autorité et des Commissions de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique qui, ayant cessé leurs fonctions en vertu de l'article 32, n'ont pas été nommés membres de la Commission.

## Article 35

1. Le premier budget des Communautés est établi et arrêté pour l'exercice courant à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. Si le présent Traité entre en vigueur avant le 1<sup>er</sup> juillet 1965, l'état prévisionnel général des dépenses administratives de la Communauté européenne du charbon et de l'acier qui vient à expiration au 1<sup>er</sup> juillet sera prorogé jusqu'au 31 décembre de la même année; les crédits ouverts au titre dudit état prévisionnel seront majorés en proportion, sauf décision contraire du Conseil statuant à la majorité qualifiée.

Au cas où le présent Traité entrerait en vigueur après le 30 juin 1965, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, prend les décisions appropriées en s'inspirant d'une part du souci d'assurer le fonctionnement régulier des Communautés et d'autre part d'arrêter à une date aussi proche que possible le premier budget des Communautés.

## Article 36

Le président et les membres de la commission de contrôle de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique assument les fonctions de président et de membres de la commission de contrôle des Communautés européennes dès l'entrée en vigueur du présent Traité et pour la durée de leur ancien mandat qui restait à courir.

Le commissaire aux comptes exerçant jusqu'à l'entrée en vigueur du présent Traité ses fonctions, en exécution de

## Artikel 32

1. Tot de datum van inwerkingtreding van het Verdrag tot oprichting van één Europese Gemeenschap en ten hoogste gedurende een tijdvak van drie jaar vanaf de benoeming van de leden, bestaat de Commissie uit veertien leden.

Gedurende dit tijdvak mag het aantal leden van dezelfde nationaliteit niet meer dan drie bedragen.

2. De Voorzitter, de Vice-Voorzitters en de leden van de Commissie worden benoemd terstond na de inwerkingtreding van dit Verdrag. De Commissie treedt in functie op de vijfde dag na de benoeming harer leden. Op hetzelfde tijdstip eindigt het mandaat der leden van de Hoge Autoriteit en van de Commissies der Europese Economische Gemeenschap en der Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

## Artikel 33

Het mandaat van de leden der in artikel 32 bedoelde Commissie eindigt op het tijdstip, vastgesteld in artikel 32, lid 1. De leden der in artikel 10 bedoelde Commissie worden uiterlijk een maand voor deze datum benoemd.

Voor zover alle of enkele van deze benoemingen niet tijdig zouden plaatsvinden, is het bepaalde in artikel 12, derde alinea, niet van toepassing op het lid dat van de onderdanen van iedere Lid-Staat de laagste anciënniteit heeft als lid van een der Commissies of van de Hoge Autoriteit, of dat, bij gelijke anciënniteit, het jongste in leeftijd is. Het bepaalde in artikel 12, derde alinea, blijft echter van toepassing op alle leden van dezelfde nationaliteit, wanneer een lid van die nationaliteit vóór het in artikel 32, lid 1, vastgestelde tijdstip, de uitoefening van zijn functie heeft gestaakt zonder te zijn vervangen.

## Artikel 34

Met eenparigheid van stemmen stelt de Raad de geldelijke regeling vast voor de oud-leden van de Hoge Autoriteit en de Commissies van de Europese Economische Gemeenschap en van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, die, nadat krachtens artikel 32 hun mandaat een einde heeft genomen, niet tot leden van de Commissie zijn benoemd.

## Artikel 35

1. De eerste begroting van de Gemeenschappen wordt opgesteld en vastgesteld voor het begrotingsjaar dat ingaat op 1 januari volgende op de inwerkingtreding van dit Verdrag.

2. Indien dit Verdrag voor 1 juli 1965 in werking treedt, wordt de algemene begroting van de administratieve uitgaven van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, die op 1 juli afloopt, verlengd tot en met 31 december van dat jaar; de uit hoofde van deze begroting geopende kredieten worden dan naar evenredigheid verhoogd, tenzij de Raad met gekwalificeerde meerderheid anders besluit.

Indien dit Verdrag na 30 juli 1965 in werking treedt, neemt de Raad, op voorstel van de Commissie, met eenparigheid van stemmen de nodige besluiten, waarbij hij ernaar streeft enerzijds een regelmatige werking van de Gemeenschappen te waarborgen en anderzijds op een zo vroeg mogelijk tijdstip de eerste begroting van de Gemeenschappen vast te stellen.

## Artikel 36

De voorzitter en de leden van de controle-commissie van de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie treden bij de inwerkingtreding van dit Verdrag en voor de verdere duur van hun vroegere mandaat in functie als voorzitter en leden van de controle-commissie van de Europese Gemeenschappen.

De financiële commissaris die tot de inwerkingtreding van dit Verdrag zijn functie uitoefent overeenkomstig artikel 78

l'article 78 du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, assume les fonctions du commissaire aux comptes prévu à l'article 78sexto de ce Traité pour la durée de son ancien mandat qui restait à courir.

## Article 37

Sans préjudice de l'application des articles 77 du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 216 du Traité instituant la Communauté économique européenne, 189 du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et de l'article premier, alinéa 2, du Protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement, les représentants des Gouvernements des Etats membres arrêtent d'un commun accord les dispositions nécessaires en vue de régler certains problèmes particuliers au Grand-Duché de Luxembourg et qui résultent de la création d'un Conseil unique et d'une Commission unique des Communautés européennes.

La décision des représentants des Gouvernements des Etats membres entrera en vigueur à la même date que le présent Traité.

## Article 38

Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République italienne.

Le présent Traité entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat signataire qui procédera le dernier à cette formalité.

## Article 39

Le présent Traité, rédigé en un exemplaire unique, en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République italienne qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements des autres Etats signataires.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Traité.

Fait à Bruxelles, ce huit avril mil neuf cent soixante-cinq.

Pour Sa Majesté le Roi des Belges :  
Paul-Henri Spaak.

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland :  
Kurt Schmuecker.

Pour le Président de la République française :  
Maurice Couve de Murville.

Per il Presidente della Repubblica italiana :  
Amintore Fanfani.

Pour son Altesse royale le Grand-Duché de Luxembourg :  
Pierre Werner.

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :  
J.M.A.H. Luns.

van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, treedt voor de verdere duur van zijn vroegere mandaat in functie als financieel commissaris, bedoeld in artikel 78sexies van laatstgenoemd Verdrag.

## Artikel 37

Onverminderd de toepassing van de artikelen 77 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, 216 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en 189 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, en van artikel 1, tweede alinea, van het Protocol betreffende de Statuten van de Europese Investeringsbank, stellen de Vertegenwoordigers van de regeringen van de Lid-Staten in onderlinge overeenstemming de bepalingen vast welke nodig zijn voor het oplossen van bepaalde bijzondere vraagstukken met betrekking tot het Groothertogdom Luxemburg, die voortvloeien uit de instelling van één Raad en één Commissie welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben.

Het besluit van de Vertegenwoordigers van de regeringen der Lid-Staten treedt op dezelfde datum als dit Verdrag in werking.

## Artikel 38

Dit Verdrag zal door de Hoge Verdragsluitende Partijen worden bekrachtigd overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen. De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij de regering van de Italiaanse Republiek.

Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het nederleggen van de akte van bekrachtiging door de ondertekenende Staat die als laatste deze handeling verricht.

## Artikel 39

Dit Verdrag, opgesteld in één exemplaar, in de Duitse, de Franse, de Italiaanse en de Nederlandse taal, zijnde de vier teksten gelijkelijk authentiek, zal worden nedergelegd in het archief van de regering van de Italiaanse Republiek, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan toezendt aan de regeringen der andere ondertekenende Staten.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Verdrag hebben gesteld.

Gedaan te Brussel, de achtste april negentienhonderdvijfenzestig.

Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen :  
Paul-Henri Spaak.

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland :  
Kurt Schmuecker.

Pour le Président de la République française :  
Maurice Couve de Murville.

Per il Presidente della Repubblica italiana :  
Amintore Fanfani.

Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg :  
Pierre Werner.

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :  
J.M.A.H. Luns.



**Protocole sur les privilèges et immunités  
des Communautés européennes**

Les Hautes Parties contractantes, considérant qu'aux termes de l'article 28 du Traité instituant un Conseil et une Commission unique des Communautés européennes, ces Communautés et la Banque européenne d'investissement jouissent sur le territoire des Etats membres des immunités et privilèges nécessaires à l'accomplissement de leur mission,

Sont convenues des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>**

*Biens, fonds, avoirs et opérations  
des Communautés européennes*

**Article 1<sup>er</sup>**

Les locaux et les bâtiments des Communautés sont inviolables. Ils sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation. Les biens et avoirs des Communautés ne peuvent être l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou judiciaire sans une autorisation de la Cour de Justice.

**Article 2**

Les archives des Communautés sont inviolables.

**Article 3**

Les Communautés, leurs avoirs, revenus et autres biens sont exonérés de tous impôts directs.

Les Gouvernements des Etats membres prennent, chaque fois qu'il leur est possible, les dispositions appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits indirects et des taxes à la vente entrant dans les prix des biens immobiliers ou mobiliers lorsque les Communautés effectuent pour leur usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature. Toutefois, l'application de ces dispositions ne doit pas avoir pour effet de fausser la concurrence à l'intérieur des Communautés.

Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité générale.

**Article 4**

Les Communautés sont exonérées de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard des articles destinés à leur usage officiel; les articles ainsi importés ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement de ce pays.

Elles sont également exonérées de tout droit de douane et de toute prohibition et restriction d'importation et d'exportation à l'égard de leurs publications.

**Article 5**

La Communauté européenne du charbon et de l'acier peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie.

**Protocol betreffende de voorrechten en immuniteten  
van de Europese Gemeenschappen**

De Hoge Verdragsluitende Partijen, overwegende dat krachtens de bepalingen van artikel 28 van het Verdrag tot instelling van één Raad en één Commissie welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben, deze Gemeenschappen en de Europese Investeringsbank op het grondgebied van de Lid-Staten de immuniteten en voorrechten genieten welke nodig zijn ter vervulling van hun taak,

Hebben overeenstemming bereikt omtrent de volgende bepalingen welke aan dit Verdrag zijn gehecht :

**HOOFDSTUK I**

*Eigendommen, fondsen, bezittingen en verrichtingen  
van de Europese Gemeenschappen*

**Artikel 1**

De gebouwen en terreinen van de Gemeenschappen zijn onschendbaar. Zij zijn vrijgesteld van huiszoeking, vordering, verbeurdverklaring of onteigening. De eigendommen en bezittingen van de Gemeenschappen kunnen zonder toestemming van het Hof van Justitie niet worden getroffen door enige dwangmaatregel van bestuursrechtelijke of gerechtelijke aard.

**Artikel 2**

Het archief van de Gemeenschappen is onschendbaar.

**Artikel 3**

De Gemeenschappen, hun bezittingen, inkomsten en andere eigendommen zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.

Telkens wanneer hun dit mogelijk is, treffen de regeringen van de Lid-Staten passende maatregelen tot kwijtschelding of teruggave van het bedrag der indirecte belastingen en van belastingen op de verkoop, welke een deel vormen van de prijs van onroerende of roerende goederen, wanneer de Gemeenschappen voor haar officieel gebruik belangrijke aankopen doen van goederen in de prijs waarvan zodanige belastingen begrepen zijn. De toepassing van deze bepalingen mag evenwel niet tot gevolg hebben dat de mededinging binnen de Gemeenschappen wordt vervalst.

Geen enkele vrijstelling wordt verleend van belastingen, heffingen en rechten die niet anders zijn dan eenvoudige vergoedingen voor diensten van openbaar nut.

**Artikel 4**

De Gemeenschappen zijn vrijgesteld van alle douanerechten, in- en uitvoerverboden en -beperkingen met betrekking tot goederen bestemd voor officieel gebruik van de Gemeenschappen; de aldus ingevoerde goederen mogen op het grondgebied van het land alwaar zij zijn ingevoerd niet onder bezwarende titel of om niet worden overgedragen, tenzij op voorwaarden welke door de regering van dat land zijn goedgekeurd.

Zij zijn eveneens vrijgesteld van alle douanerechten, in- en uitvoerverboden en -beperkingen met betrekking tot hun publikaties.

**Artikel 5**

De Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal kan alle soorten van deviezen en rekeningen in iedere geldsoort aanhouden.

## CHAPITRE II

*Communications et laissez-passer*

## Article 6

Pour leurs communications officielles et le transfert de tous leurs documents, les institutions des Communautés bénéficient sur le territoire de chaque Etat membre du traitement accordé par cet Etat aux missions diplomatiques.

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions des Communautés ne peuvent être censurées.

## Article 7

1. Des laissez-passer dont la forme est arrêtée par le Conseil et qui sont reconnus comme titres valables de circulation par les autorités des Etats membres peuvent être délivrés aux membres et aux agents des institutions des Communautés par les présidents de celles-ci. Ces laissez-passer sont délivrés aux fonctionnaires et autres agents dans les conditions fixées par le statut des fonctionnaires et le régime des autres agents des Communautés.

La Commission peut conclure des accords en vue de faire reconnaître ces laissez-passer comme titres valables de circulation sur le territoire des Etats tiers.

2. Toutefois, les dispositions de l'article 6 du Protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté européenne du charbon et de l'acier demeurent applicables aux membres et agents des institutions qui sont, à l'entrée en vigueur du présent Traité, en possession du laissez-passer prévu à cet article et ce jusqu'à l'application des dispositions du § 1 ci-dessus.

## CHAPITRE III

*Membres de l'Assemblée*

## Article 8

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres de l'Assemblée se rendant au lieu de réunion de l'Assemblée ou en revenant.

Les membres de l'Assemblée se voient accorder en matière de douane et de contrôle des changes :

- a) par leur propre Gouvernement, les mêmes facilités que celles reconnues aux hauts fonctionnaires se rendant à l'étranger en mission officielle temporaire.
- b) par les Gouvernements des autres Etats membres, les mêmes facilités que celles reconnues aux représentants de Gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

## Article 9

Les membres de l'Assemblée ne peuvent être recherchés, détenus ou poursuivis en raison des opinions ou votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

## Article 10

Pendant la durée des sessions de l'Assemblée, les membres de celle-ci bénéficient :

- a) sur leur territoire national, des immunités reconnues aux membres du Parlement de leur pays ;
- b) sur le territoire de tout autre Etat membre, de l'exemp-

## HOOFDSTUK II

*Mededelingen en laissez-passer*

## Artikel 6

De instellingen van de Gemeenschappen genieten, voor hun officiële mededelingen en het overbrengen van al hun documenten op het grondgebied van iedere Lid-Staat de behandeling, welke door deze Staat aan diplomatieke missies wordt toegestaan.

De officiële correspondentie en andere officiële mededelingen van de instellingen van de Gemeenschappen zijn niet aan censuur onderworpen.

## Artikel 7

1. Laissez-passer, waarvan de vorm door de Raad wordt vastgesteld en welke als geldige reispapieren worden erkend door de overheidsinstanties van de Lid-Staten kunnen door de voorzitters van de instellingen van de Gemeenschappen aan de leden en het personeel van deze instellingen worden verstrekt. Deze laissez-passer worden aan de ambtenaren en overige personeelsleden verstrekt overeenkomstig de bepalingen van het statuut van de ambtenaren en de regeling voor de andere personeelsleden van de Gemeenschappen.

De Commissie kan akkoorden sluiten ten einde deze laissez-passer te doen erkennen als geldige reispapieren voor het grondgebied van derde Staten.

2. De bepalingen van artikel 6 van het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteten van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal blijven echter tot de toepassing van de bepalingen van lid 1 toepasselijk op de leden en personeelsleden van de instellingen, die bij de inwerkingtreding van dit Verdrag in het bezit van de in dat artikel bedoelde laissez-passer zijn.

## HOOFDSTUK III

*Leden van de Vergadering*

## Artikel 8

De bewegingsvrijheid der leden van de Vergadering die zich naar de plaats van bijeenkomst der Vergadering begeven of daarvan terugkeren wordt op geen enkele wijze beperkt door voorschriften van bestuursrechtelijke of andere aard.

Aan de leden van de Vergadering worden, wat betreft douane- en deviezencontrole, toegekend :

- a) door hun eigen regering, dezelfde faciliteiten als zijn toegekend aan hoge ambtenaren, die zich, belast met een tijdelijke officiële zending, naar het buitenland begeven ;
- b) door de regeringen van de andere Lid-Staten, dezelfde faciliteiten als zijn toegekend aan vertegenwoordigers van buitenlandse regeringen, belast met een tijdelijke officiële zending.

## Artikel 9

Tegen de leden van de Vergadering kan geen opsporing plaatsvinden, noch kunnen zij worden aangehouden of vervolgd op grond van de mening of de stem, die zij in de uitoefening van hun ambt hebben uitgebracht.

## Artikel 10

Tijdens de zittingsduur van de Vergadering genieten de leden :

- a) op hun eigen grondgebied, de immuniteten welke aan de leden van de volksvertegenwoordiging in hun land zijn verleend ;
- b) op het grondgebied van elke Lid-Staat, vrijstelling van

1 26294 1

tion de toute mesure de détention et de toute poursuite judiciaire.

L'immunité les couvre également lorsqu'ils se rendent au lieu de réunion de l'Assemblée ou en reviennent.

L'immunité ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit et ne peut non plus mettre obstacle au droit de l'Assemblée de lever l'immunité d'un de ses membres.

#### CHAPITRE IV

##### *Représentants*

*des Etats membres participant aux travaux des institutions des Communautés européennes*

##### Article 11

Les représentants des Etats membres participant aux travaux des institutions des Communautés, ainsi que leurs conseillers et experts techniques, jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges, immunités ou facilités d'usage.

Le présent article s'applique également aux membres des organes consultatifs des Communautés.

#### CHAPITRE V

*Fonctionnaires et agents des Communautés européennes*

##### Article 12

Sur le territoire de chacun des Etats membres et quelle que soit leur nationalité, les fonctionnaires et autres agents des Communautés :

a) jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, sous réserve de l'application des dispositions des Traités relatives d'une part aux règles de la responsabilité des fonctionnaires et agents envers les Communautés et d'autre part à la compétence de la Cour pour statuer sur les litiges entre les Communautés et leurs fonctionnaires et autres agents. Ils continueront à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions ;

b) ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints, et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers ;

c) jouissent, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, des facilités reconnues par l'usage aux fonctionnaires des organisations internationales ;

d) jouissent du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé, et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit pays, de réexporter en franchise leur mobilier et leurs effets sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays où le droit est exercé ;

e) jouissant du droit d'importer en franchise leur automobile affectée à leur usage personnel acquise dans le pays de leur dernière résidence ou dans le pays dont ils sont ressortissants aux conditions du marché intérieur de celui-ci, et de la réexporter en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays intéressé.

aanhouding en gerechtelijke vervolging in welke vorm ook.

De immunitet beschermt hen eveneens wanneer zij zich naar de plaats van de bijeenkomst van de Vergadering begeven of daarvan terugkeren.

Op deze immunitet kan geen beroep worden gedaan in geval van ontdekking op heterdaad, terwijl zij evenmin kan verhinderen dat de Vergadering het recht uitoefent de immunitet van een harer leden op te heffen.

#### HOOFDSTUK IV

*De aan de werkzaamheden van de instellingen der Europese Gemeenschappen deelnemende vertegenwoordigers der Lid-Staten*

##### Artikel 11

De aan de werkzaamheden van de instellingen van de Gemeenschappen deelnemende vertegenwoordigers der Lid-Staten, alsmede hun raadsleden en de deskundigen, genieten gedurende de uitoefening van hun ambt en op hun reizen naar en van de plaats van bijeenkomst de gebruikelijke voorrechten, immuniteten of faciliteiten.

Dit artikel is eveneens van toepassing op de leden der raadgevende organen van de Gemeenschappen.

#### HOOFDSTUK V

*Ambtenaren en overige personeelsleden van de Europese Gemeenschappen*

##### Artikel 12

De ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschappen zijn, ongeacht hun nationaliteit, op het grondgebied van elk der Lid-Staten :

a) vrijgesteld van rechtsvervolging voor hetgeen zij in hun officiële hoedanigheid hebben gedaan, gezegd of geschreven, behoudens de toepassing van de bepalingen der Verdragen, die betrekking hebben op de verantwoordelijkheid van de ambtenaren en overige personeelsleden tegenover de Gemeenschappen, en voorts op de bevoegdheid van het Hof om uitspraak te doen in geschillen tussen de Gemeenschappen en hun ambtenaren en overige personeelsleden. Zij blijven deze immunitet genieten nadat zij hun ambt hebben neergelegd.

b) te zamen met hun echtgenoten en de te hunnen laste zijnde verwanten vrijgesteld van immigratiebeperkingen en vreemdelingenregistratie ;

c) inzake monetaire of deviezenregelingen in het genot van de gebruikelijke faciliteiten welke aan ambtenaren van internationale organisaties worden toegekend ;

d) gerechtigd om de eerste maal dat zij hun post bezetten, in het betrokken land hun huisraad en goederen voor persoonlijk gebruik vrij van rechten in te voeren, en bij het neerleggen van hun ambt hun huisraad en goederen voor persoonlijk gebruik uit genoemd land vrij van rechten weder uit te voeren, in beide gevallen met inachtneming van de voorwaarden welke de regering van het land waar dit recht wordt uitgeoefend, als noodzakelijk beschouwt ;

e) gerechtigd hun voor persoonlijk gebruik bestemde personenauto die in het land waar zij het laatst hun verblijfplaats hebben gehad of in het land waarvan zij onderdaan zijn, verkregen is op de voorwaarden die op de binnenlandse markt van dat land gelden, vrij van rechten in te voeren, en deze vrij van rechten weder uit te voeren, in beide gevallen met inachtneming van de voorwaarden welke de regering van het betrokken land als noodzakelijk beschouwt.

## Article 13

Dans les conditions et suivant la procédure fixée par le Conseil statuant sur proposition de la Commission, les fonctionnaires et autres agents des Communautés sont soumis au profit de celles-ci à un impôt sur les traitements, salaires et émoluments versés par elles.

Ils sont exempts d'impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments versés par les Communautés.

## Article 14

Pour l'application des impôts sur les revenus et sur la fortune des droits de succession, ainsi que des conventions tendant à éviter les doubles impositions conclues entre les pays membres des Communautés, les fonctionnaires et autres agents des Communautés qui, en raison uniquement de l'exercice de leurs fonctions au service des Communautés, établissent leur résidence sur le territoire d'un pays membre autre que le pays du domicile fiscal qu'ils possèdent au moment de leur entrée au service des Communautés, sont considérés, tant dans le pays de leur résidence que dans le pays du domicile fiscal, comme ayant conservé leur domicile dans ce dernier pays si celui-ci est membre des Communautés. Cette disposition s'applique également au conjoint dans la mesure où celui-ci n'exerce pas d'activité professionnelle propre, ainsi qu'aux enfants à charge et sous la garde des personnes visées au présent article.

Les biens meubles appartenant aux personnes visées à l'alinéa précédent et situés sur le territoire de l'Etat de séjour sont exonérés de l'impôt sur les successions dans cet Etat; pour l'établissement de cet impôt, ils sont considérés comme se trouvant dans l'Etat du domicile fiscal, sous réserve des droits des Etats tiers et de l'application éventuelle des dispositions des conventions internationales relatives aux doubles impositions.

Les domiciles acquis en raison uniquement de l'exercice de fonctions au service d'autres organisations internationales ne sont pas pris en considération dans l'application des dispositions du présent article.

## Article 15

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, fixe le régime des prestations sociales applicables aux fonctionnaires et autres agents des Communautés.

## Article 16

Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées, détermine les catégories de fonctionnaires et autres agents des Communautés auxquels s'appliquent, en tout ou partie, les dispositions des articles 12, 13, alinéa 2 et 14.

Les noms, qualités et adresses des fonctionnaires et autres agents compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux Gouvernements des Etats membres.

## CHAPITRE VI

*Privilèges et immunités des missions d'Etats tiers accréditées auprès des Communautés européennes*

## Article 17

L'Etat membre sur le territoire duquel est situé le siège

## Artikel 13

Onder de voorwaarden en volgens de procedure welke door de Raad op voorstel van de Commissie worden vastgesteld, worden de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschappen onderworpen aan een belasting ten bate van de Gemeenschappen op de door hun betaalde salarissen, lonen en emolumenten.

Zij zijn vrijgesteld van nationale belastingen op de door de Gemeenschappen betaalde salarissen, lonen en emolumenten.

## Artikel 14

De ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschappen, die zich uitsluitend uit hoofde van de uitoefening van hun ambt in dienst van de Gemeenschappen vestigen op het grondgebied van een andere Lid-Staat dan de Staat van de fiscale woonplaats, welke zij bezitten op het ogenblik van hun indiensttreding bij de Gemeenschappen, worden voor de toepassing van de inkomsten-, vermogens- en successiebelastingen, alsmede van de tussen de Lid-Staten van de Gemeenschappen gesloten overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting, zowel in de Staat waar zij zich gevestigd hebben als in de Staat van de fiscale woonplaats, geacht hun woonplaats te hebben behouden in de laatstgenoemde Staat, indien deze lid is van de Gemeenschappen. Deze bepaling geldt eveneens voor de echtgenoot voor zover deze geen eigen beroepsbezigheden uitoefent, alsmede voor de kinderen die ten laste zijn en onder toezicht staan van de in dit artikel bedoelde personen.

De roerende goederen welke toebehoren aan de in de vorige alinea bedoelde personen en zich bevinden op het grondgebied van de Staat van verblijf, worden in die Staat vrijgesteld van successiebelasting; voor de heffing van die belasting worden die roerende goederen geacht zich in de Staat van de fiscale woonplaats te bevinden, onder voorbehoud van de rechten van derde Staten en de mogelijke toepassing van de bepalingen der internationale overeenkomsten betreffende dubbele belasting.

De uitsluitend uit hoofde van de uitoefening van een ambt in dienst van andere internationale organisaties verkregen woonplaats wordt niet in aanmerking genomen bij de toepassing van de bepalingen van dit artikel.

## Artikel 15

Op voorstel van de Commissie stelt de Raad met eenparigheid van stemmen de regeling vast inzake de sociale voorzieningen, welke op de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschappen van toepassing zijn.

## Artikel 16

Op voorstel van de Commissie en na raadpleging van de overige betrokken instellingen, bepaalt de Raad op welke categorieën van ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschappen de bepalingen van de artikelen 12, 13, tweede alinea, en 14 geheel of ten dele van toepassing zijn.

De namen, hoedanigheden en adressen der ambtenaren en overige personeelsleden, welke onder deze categorieën zijn begrepen, worden op gezette tijden aan de regeringen van de Lid-Staten medegedeeld.

## HOOFDSTUK VI

*Voorrechten en immuniteten der bij de Europese Gemeenschappen geaccrediteerde missies van derde Staten*

## Artikel 17

De Lid-Staat, op wiens grondgebied de zetel van de Ge-

des Communautés accorde aux missions des Etats tiers accrédités auprès des Communautés les immunités et privilèges diplomatiques d'usage.

## CHAPITRE VII

### Dispositions générales

#### Article 18

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux fonctionnaires et autres agents des Communautés exclusivement dans l'intérêt de ces dernières.

Chaque institution des Communautés est tenue de lever l'immunité accordée à un fonctionnaire ou autre agent dans tous les cas où elle estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire aux intérêts des Communautés.

#### Article 19

Pour l'application du présent Protocole, les institutions des Communautés agissent de concert avec les autorités responsables des Etats membres intéressés.

#### Article 20

Les articles 12 à 15 inclus et 18 sont applicables aux membres de la Commission.

#### Article 21

Les articles 12 à 15 inclus et 18 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, au greffier et aux rapporteurs adjoints de la Cour de Justice, sans préjudice des dispositions de l'article 3 des Protocoles sur le statut de la Cour de Justice relatives à l'immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.

#### Article 22

Le présent Protocole s'applique également à la Banque européenne d'Investissement, aux membres de ses organes, à son personnel et aux représentants des Etats membres qui participent à ses travaux, sans préjudice des dispositions du Protocole sur les statuts de celle-ci.

La Banque européenne d'Investissement sera, en outre, exonérée de toute imposition fiscale et parafiscale à l'occasion des augmentations de son capital ainsi que des formalités diverses que ces opérations pourront comporter dans l'Etat du siège. De même, sa dissolution et sa liquidation n'entraîneront aucune perception. Enfin, l'activité de la Banque et de ses organes, s'exerçant dans les conditions statutaires, ne donnera pas lieu à l'application des taxes sur le chiffre d'affaires.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

Fait à Bruxelles, ce huit avril mil neuf cent soixante-cinq.

Paul-Henri Spaak.  
Kurt Schmuecker.  
Maurice Couve de Murville.  
Amintore Fanfani.  
Pierre Werner.  
J.M.A.H. Luns.

meenschappen is gevestigd, verleent aan de missies der bij de Gemeenschappen geaccrediteerde derde Staten de gebruikelijke diplomatieke immuniteiten en voorrechten.

## HOOFDSTUK VII

### Algemene bepalingen

#### Artikel 18

De voorrechten, immuniteiten en faciliteiten worden aan de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschappen uitsluitend in het belang van de Gemeenschappen verleend.

Elke instelling van de Gemeenschappen is gehouden de aan een ambtenaar of ander personeelslid verleende immuniteit op te heffen in alle gevallen, waarin zulks naar haar mening niet strijdig is met de belangen van de Gemeenschappen.

#### Artikel 19

Voor de toepassing van dit Protocol handelen de instellingen van de Gemeenschappen in overeenstemming met de verantwoordelijke autoriteiten van de betrokken Lid-Staten.

#### Artikel 20

De artikelen 12 tot en met 15 en 18 zijn van toepassing op de leden van de Commissie.

#### Artikel 21

De artikelen 12 tot en met 15 en 18 zijn van toepassing op de rechters, de griffier en de toegevoegde rapporteurs van, alsmede op de advocaten-generaal bij het Hof van Justitie, onverminderd de bepalingen van artikel 3 van de Protocollen betreffende het Statuut van het Hof van Justitie nopens de vrijstelling van rechtsvervolgning van de rechters en de advocaten-generaal.

#### Artikel 22

Dit Protocol is eveneens van toepassing op de Europese Investeringsbank, de leden van haar organen, haar personeel en de vertegenwoordigers der Lid-Staten, die aan haar werkzaamheden deelnemen, onverminderd de bepalingen van het Protocol betreffende haar statuten.

De Europese Investeringsbank wordt bovendien vrijgesteld van elke fiscale en parafiscale heffing ter gelegenheid van de uitbreiding van haar aandelenkapitaal, alsmede van de verschillende formaliteiten welke deze verrichtingen kunnen medebrengen in de Staat waar de zetel gevestigd is. Haar opheffing en liquidering zullen evenmin enige heffing medebrengen. Tenslotte geeft de werkzaamheid van de Bank en van haar organen, uitgeoefend onder de statutaire voorwaarden, geen aanleiding tot de heffing van omzetbelastingen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

Gedaan te Brussel, de achtste april negentienhondervijfenzestig.

Paul-Henri Spaak.  
Kurt Schmuecker.  
Maurice Couve de Murville.  
Amintore Fanfani.  
Pierre Werner.  
J.M.A.H. Luns.

*Les instruments de ratification de la Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Grand-Duché de Luxembourg et des Pays-Bas ont été déposés auprès du Gouvernement italien le 30 juin 1967.*

*Conformément à l'article 38 du Traité ces actes sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1967.*

*De bekrachtigingsoorkonden van België, van de Bondsrepubliek Duitsland, van Frankrijk, van Italië, van het Groot-hertogdom Luxemburg en van Nederland werden op 30 juni 1967 bij de Italiaanse Regering neergelegd.*

*Overeenkomstig artikel 38 van het Verdrag zijn deze akten in werking getreden op 1 juli 1967.*